



**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE LE MINISTRE DES
AFFAIRES ETRANGERES DE CUBA, M.FELIPE PEREZ ROQUE,
A L'OCASSION DE LA TENUE DU SEGMENT DU HAUT NIVEAU
DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME.**

Genève, le 20 juin 2006

Excellences,

Aujourd’hui est un jour hautement symbolique. Cuba est membre fondateur du Conseil des droits de l’homme ; les Etats-Unis, non. Cuba a été élue par cent trente-cinq pays, plus des deux tiers de l’assemblée générale des Nations Unies ; les Etats-Unis n’ont même pas osé présenter leur candidature. Cuba avait des raisons de faire confiance au vote secret ; les Etats-Unis en avaient peur, pour les mêmes raisons.

L’élection de Cuba est la victoire des principes et de la vérité, la reconnaissance du courage de notre résistance. L’absence des Etats-Unis est la déroute du mensonge, la punition morale de l’arrogance impériale.

L’élection a supposé une évaluation exigeante. Chacun a reçu ce qu’il méritait : Cuba a été récompensée ; les Etats-Unis ont été châtiés. Chacun avait son histoire, et les pays qui votaient la connaissaient pertinemment.

Les pays africains se rappelaient que plus de deux mille combattants cubains ont versé leur sang généreux dans la lutte contre le régime ignominieux de l’apartheid, celui-là même que les Etats-Unis soutenaient et équipaient, y compris d’armes atomiques.

Cuba, au jour de l’élection, pouvait faire état de presque trente mille médecins en train de sauver des vies et de soulager la douleur dans soixante-dix pays ; les Etats-Unis pouvaient faire état, eux, de cent cinquante mille soldats envahisseurs, envoyés pour tuer et mourir dans une guerre injuste et illicite.

Cuba, au jour de l’élection, pouvait faire état de plus de trois cent mille patients de vingt-six pays latino-américains et caribéens ayant retrouvé la vue grâce aux opérations réalisées gratuitement par des ophtalmologues cubains ; les Etats-Unis pouvaient faire état, eux, de plus de cent mille civils assassinés et de deux mille cinq cents jeunes étasuniens morts dans une guerre ourdie pour voler le pétrole d’un pays et faire cadeau de juteux contrats aux petits amis du président de la seule superpuissance de notre planète.

Cuba, au jour de l’élection, pouvait faire état de plus de vingt-cinq mille jeunes de cent vingt pays du tiers monde faisant des études gratuites dans ses universités ; les Etats-Unis pouvaient faire état, eux, d’un camp de concentration à Guantánamo où l’on torture les prisonniers et où les geôliers déclarent officiellement que le suicide de trois hommes « n'est pas un acte de désespoir, mais un acte de guerre et de propagande ».

Cuba, au jour de l’élection, pouvait faire état d'avions transportant ses médecins et ses hôpitaux de campagne là où étaient survenues des catastrophes naturelles ou des épidémies ; les Etats-Unis pouvaient faire état, eux, d'avions transportant en secret d'une prison à une autre des prisonniers drogués et menottés.

Cuba, au jour de l’élection, proclamait la primauté du droit sur la force, défendait la Charte des Nations Unies, réclamait un monde meilleur et se battait

pour ; les Etats-Unis proclamaient, eux : « Qui n'est pas avec moi est contre moi. »

Cuba, au jour de l'élection, proposait d'allouer le billion de dollars gaspillé tous les ans en armes à la lutte contre la mort qui frappe, pour des causes que l'on pourrait prévenir, onze millions d'enfants de moins de cinq ans et six cent mille femmes pauvres en couches ; les Etats-Unis proclamaient, eux, leur droit de bombarder et de raser « à titre préventif » ce qu'ils ont appelé d'un ton méprisant « n'importe quel trou perdu de la planète » au cas où l'on résisterait à leurs visées, y compris La Haye si le Tribunal pénal international prétendait juger un de leurs soldats.

Tandis que Cuba défendait les droits du peuple palestinien, les Etats-Unis étaient, eux, le principal soutien des crimes et des atrocités d'Israël.

Tandis que le gouvernement des Etats-Unis livrait des centaines de milliers de personnes, la plupart des Noirs et des pauvres, à la furie du cyclone Katrina, Cuba offrait, elle, d'envoyer sur-le-champ mille cent médecins qui auraient pu sauver des vies et soulager des souffrances.

Je pourrais égrener ainsi des raisons à l'infini. Je voudrais juste ajouter que c'est le gouvernement des Etats-Unis qui n'occupe pas son siège comme membre du Conseil, non le peuple étasunien. Celui-ci sera représenté par les autres, Cuba comprise. Notre délégation se constituera aussi en porte-parole des droits du peuple étasunien, en particulier de ses secteurs les plus discriminés et marginalisés.

Le fait est, toutefois, que les Etats-Unis n'ont pas été seuls dans leurs manigances et pressions grossières et désespérées pour empêcher l'élection de Cuba. Un petit groupe d'alliés les a accompagnés jusqu'au bout. Ceux de toujours. Pour la plupart, des bénéficiaires de l'ordre mondial injuste et fondé sur l'exclusion, d'anciennes métropoles coloniales qui n'ont toujours pas payé leur dette historique envers les pays qui furent leurs colonies.

Cuba connaît parfaitement, jusque dans ses moindres détails, l'accord secret négocié à Bruxelles aux termes duquel l'Union européenne s'est engagée à ne pas voter pour notre pays et à travailler étroitement de concert avec les États-Unis à bloquer notre candidature. Mais l'échec a été total. Il s'avère que Cuba a été élue sans son soutien, tandis que son allié incomode, dont elle a besoin comme gendarme qui garantisse ses priviléges et son opulence gaspilleuse, n'a même pas pu se présenter aux élections.

On entend s'élever maintenant dans les couloirs et les salles de cet édifice des appels réitérés à « commencer de nouveau », à « faire souffler un vent nouveau sur le Conseil », de la bouche même des responsables de la manipulation, de l'hypocrisie et de la sélectivité qui ont fait naufrager la Commission antérieure. Je tiens à souligner qu'il ne suffit pas de biffer le passé pour repartir du bon pied ou de lancer quelques fleurs de rhétorique édulcorée pour régler les problèmes. Nous avons besoin de faits, non de belles paroles.

Si les déclarations des porte-parole de l'Union européenne sont sincères et si nous assistons vraiment à un *mea culpa*, nous attendons toujours, néanmoins, une rectification de sa part. Non pour Cuba. Non parce qu'elle s'est acoquinée avec les Etats-Unis pour tenter d'empêcher notre élection. Non parce qu'elle n'a même pas été capable de se doter d'une politique fondée sur la morale et indépendante envers Cuba.

Si nous attendons une rectification de l'Union européenne, c'est parce qu'elle a empêché l'an dernier la Commission des droits de l'homme de se prononcer sur l'ouverture d'une enquête concernant les violations massives, flagrantes et systématiques des droits de l'homme commises dans la base navale de Guantánamo.

C'est parce qu'elle a gardé un silence complice devant les centaines de vols secrets réalisés par la CIA pour transporter des personnes séquestrées et l'établissement de prisons clandestines en Europe même, où l'on torture et humilie les prisonniers, et qu'elle a continué à ce jour d'empêcher hypocritement que l'on enquête sur ces faits et qu'on les éclaircisse.

Parce que l'Union européenne n'a pas eu le courage de punir exemplairement les misérables manifestations d'irrespect envers d'autres religions et d'autres coutumes.

Parce que l'Union européenne a été le complice des Etats-Unis dans la conversion de l'ancienne Commission en une sorte d'inquisition contre les pays du Sud, et que nous espérons que ce scénario ne se répétera pas.

Parce que l'Union européenne n'a même pas reconnu sa dette historique envers la centaine de pays, aujourd'hui nations indépendantes au bout d'années de lutte et de sacrifices, qui étaient ses colonies exploitées quand, voilà cinquante-sept ans, le reste de l'humanité adoptait la Déclaration universelle des droits de l'homme où il est affirmé paradoxalement : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. »

Excellences,

Cette session peut marquer le début d'une nouvelle étape dans la lutte pour créer un système véritable de promotion et de protection de tous les droits de l'homme étendus à tous les habitants de la planète, et non aux seuls riches et privilégiés. Mais il y faudra un changement radical, une vraie révolution des conceptions et des méthodes qui ont entravé l'ancienne Commission.

Cuba ne se fait pas d'illusions quant à la disposition réelle des pays développés, alliés des Etats-Unis, à faire ce pas capital et historique. Elle leur concédera toutefois le bénéfice du doute. Elle attendra et les observera.

Si le Conseil œuvre pour concrétiser les promesses proclamées aux quatre vents, alors, il pourra compter sur Cuba. Si le passé se répète et si le Conseil redevient un champ de bataille, soyez sûrs que Cuba reprendra sa place dans les tranchées d'idées du tiers monde.

Mais que l'on ne compte pas sur Cuba pour transformer le Conseil en tribunal exclusif contre les pays sous-développés et pour assurer l'impunité des pays du Nord. Ni pour utiliser contre des pays rebelles la clause permettant l'expulsion du Conseil, ni pour recourir encore et toujours, d'une manière politisée et sélective, à des résolutions pour punir des pays qui refusent de courber le front.

Que l'on ne compte pas non plus sur Cuba pour utiliser le nouveau mécanisme de révision périodique universelle en tant qu'instrument de nouvelles pressions et campagnes médiatiques.

Que l'on ne compte pas non plus sur Cuba pour défendre le mensonge et agir hypocritement.

Mais s'il s'agit de lutter pour la vérité et la transparence, de défendre la droit à l'indépendance, à l'autodétermination, à la justice sociale, à l'égalité, alors, oui, l'on pourra compter sur Cuba. Ainsi que de défendre le droit à l'alimentation, à l'éducation, à la santé, à la dignité, à une vie décente.

S'il s'agit de défendre la démocratie réelle, la participation véritable, la vraie jouissance de tous les droits de l'homme, l'on pourra compter sur Cuba.

Mais que l'on ne compte pas sur Cuba pour coopérer avec n'importe quel envoyé, représentant ou rapporteur dont le mandat aurait été imposé de force ou après chantage. En revanche, s'il s'agit de coopérer sur un pied d'égalité avec le Conseil et ses mécanismes non sélectifs, l'on pourra compter sur Cuba.

S'il s'agit de faire silence et de ne pas dénoncer le blocus économique cruel dont nous sommes victimes depuis plus que quarante ans, ou de ne pas réclamer le retour dans leur patrie de cinq jeunes Cubains, combattants antiterroristes purs et courageux, incarcérés injustement et illégalement aux Etats-Unis, que l'on ne compte pas sur la coopération de Cuba.

S'il s'agit de renoncer à un seul principe, que l'on ne compte pas sur Cuba. Mais s'il s'agit de défendre le noble idéal d'un monde meilleur pour tous, alors l'on pourra toujours compter sur Cuba.

Je tiens finalement, au nom du peuple cubain qui là-bas, dans notre patrie, rêve, bâtit et défend sa Révolution, à remercier tout spécialement nos frères du tiers monde d'avoir soutenu décisivement l'élection de Cuba au Conseil des droits de l'homme et à leur redire que les Cubains ne trahiront jamais la confiance qu'ils ont déposée en nous.

À l'adresse de ceux qui soutiennent la lutte de Cuba pour ses droits, qui est aussi la lutte pour les droits de tous les peuples du tiers monde et des forces progressistes et démocratiques du premier monde, voici notre message : Jusqu'à la victoire à jamais !

À l'adresse de ceux qui attaquent Cuba et de leurs complices, voilà notre message : La patrie ou la mort ! Nous vaincrons !